

Présidentielle: Le Pen installée pour le second tour

► Dans la quatrième vague de l'enquête réalisée par Ipsos-Sopra Steria pour le Cevipof et « Le Monde », la présidente du FN est créditée de 28 % des votes

► Contre Sarkozy et Hollande, Marine Le Pen arriverait en tête au premier tour. Si Juppé représentait Les Républicains, elle obtiendrait la deuxième place

► Le discrédit qui frappe François Hollande s'amplifie. Avec 14 % des suffrages, il fait à peine mieux que Jean-Luc Mélenchon ou François Bayrou

► A droite, Alain Juppé reste nettement favori devant Nicolas Sarkozy, avec 41 % des intentions de vote à la primaire et 14 points d'avance sur l'ex-président

► Enquête sur les ex-« gardas » qui, malgré leurs démêlés avec la justice, entourent Marine Le Pen

POLITIQUE - LIRE PAGES 8-9
ENQUÊTE - LIRE PAGES 14-15



LA POLÉMIQUE BENZEMA

► L'attaquant, non sélectionné pour l'Euro, accuse Didier Deschamps d'avoir cédé à « la France raciste »

► Des propos qui provoquent un tollé dans le monde politique

→ LIRE PAGE 10

Karim Benzema, en mars 2016.
ICON SPORT

Livre Qui est donc Joseph Andras ?

Joseph Andras a reçu, le 9 mai, le prix Goncourt du premier roman pour un livre superbe, *De nos frères blessés*, publié chez Actes Sud. L'histoire de Fernand Iveton, militant communiste guillotiné en 1957 pendant la guerre d'Algérie.

Le lauréat a fait savoir quatre jours plus tard qu'il refusait le prix. « *La compétition, la concurrence et la rivalité sont à mes yeux des notions étrangères à l'écriture et à la création* », a répondu Joseph Andras au jury.

On ne sait en réalité presque rien de lui. Ce n'est pas son vrai nom et il a simplement indiqué qu'il était né en 1984, vivait en

Normandie, voyageait « régulièrement à l'étranger » et il a fourni une unique photo de lui, celle d'un jeune homme au crâne rasé et au teint pâle, dans un endroit non identifiable. Il a répondu à quelques entretiens, toujours par mail, en France et en Algérie – son livre a été publié en même temps à Alger par la maison qui édite Kamel Daoud.

Est-ce un nouvel Emile Ajar, le double de Romain Gary ? Il assure que non. « *Je vous le jure, Joseph Andras ne cache pas un écrivain connu* », dit Françoise Nysen, la directrice d'Actes Sud. Qui ne l'a jamais rencontré.

CULTURE - LIRE PAGE 16

Education

APB, miroir d'un système universitaire au bord de la rupture

Le ministère de l'éducation a publié, mercredi, l'algorithme de la plate-forme de préinscription des lycéens dans le supérieur

SOCIÉTÉ - LIRE PAGE 11

Inondations

Le mois de mai le plus pluvieux depuis cent cinquante ans

Les inondations dans le Loiret et l'Yonne, en Seine-et-Marne et en Loir-et-Cher ne devraient pas se résorber avant des semaines

PLANÈTE - LIRE PAGE 6

Migrants

Anne Hidalgo va ouvrir un camp humanitaire à Paris

Près de 900 Soudanais, Erythréens, Somaliens et Afghans s'abritent sous des bâches et des tentes dans le 18^e arrondissement

SOCIÉTÉ - LIRE PAGE 7

ÉDITORIAL
EN FRANCE,
HIRONDELLES
ÉCONOMIQUES

LIRE PAGE 24

Social Réflexion à la CGT sur une sortie de crise

La CGT est-elle en train de changer de stratégie dans son combat frontal contre la « loi travail » ? La question se pose, depuis les déclarations de son secrétaire général, Philippe Martinez, lors d'un débat sur RTL, lundi 30 mai, avec Laurent Berger, le numéro un de la CFDT. Interrogé sur la question de savoir si le retrait du texte était toujours un « préalable » à l'ouverture de discussions avec le gouvernement, M. Martinez a répondu : « *Il n'y a aucun préalable. On attend depuis trois mois pour pouvoir discuter.* » Il ajoute qu'« *une solution acceptable* » est recherchée.

BERTRAND BISSUEL, MICHEL NOBLECOURT,
PHILIPPE JACQUÉ, ET BASTIEN BONNEFOUS
→ LIRE LA SUITE PAGE 10

LE REGARD DE PLANTU

Frontières



Irak, Syrie, Libye

L'EI se prépare à la perte de son territoire

LIRE PAGES 2-3

Pollution

Paris veut éliminer diesel et vieilles voitures d'ici à 2020

LIRE PAGE 6

Débats

300 chercheurs s'engagent pour le progrès social

LIRE PAGE 22



Tables extensibles en bois, verre, laque, céramique... et chaises contemporaines de fabrication européenne.

-15%
TABLES & CHAISES
JUSQU'AU 15/06



CANAPÉS, LITERIE, MOBILIER - 3 000 M² D'ENVIES

Espace
Topper
1926-2016 90ans

www.topper.fr
PARIS 15^e • 7/7 • M^o Boucicaut • P. gratuit
Canapés, convertibles, mobilier :
63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40
145 rue Saint-Charles, 01 45 75 06 61
Literie : 66 rue de la Convention, 01 40 59 02 10
Armoires lits : 60 rue de la Convention, 01 45 71 59 49
Dressing Celio : 143 rue Saint-Charles, 01 45 79 95 15
Meubles Gautier : 147 rue Saint-Charles, 01 45 75 02 81

ENQUÊTE ÉLECTORALE 2017

Le discrédit qui frappe Hollande s'amplifie

Selon une enquête du Cevipof, 4 % des Français se disent « plutôt satisfaits » de l'action du chef de l'Etat. A la présidentielle, il n'obtiendrait que 14 % des suffrages

Ce n'est pas que ça va mieux, mais que ça va de mieux en mieux», s'enflamme un conseiller du président de la République. « Ce n'est pas que ça va mieux, c'est que ça va beaucoup mieux », ajoute, comme en écho, un des plus proches ministres de François Hollande. Avant de soupirer : « Mais, quand on dit ça, comment voulez-vous que les gens le croient avec le bordel ambiant ? »

Tel est le paradoxe de la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui le chef de l'Etat : comme le petit garçon qui, dans la fable, a trop hurlé au loup, celui-ci a tant prédit l'inversion de la courbe du chômage ou claironné que « la reprise est là » que la réelle amélioration de l'économie française en ce début d'année 2016 ne convainc personne. Surtout sur fond de crise sociale aiguë. Ce qu'à l'Elysée l'on résume sobrement : « La situation économique s'améliore très fortement, même si ça passe encore sous le radar car il y a d'autres actualités. »

« La France a renoué avec la croissance, on crée de l'emploi en quantité suffisante pour faire baisser le chômage, mais il faut du temps pour que les gens s'en aperçoivent. La conscience de ce redressement est en train de pénétrer l'opinion, mais l'infusion est lente », soupire ce ministre hollandais qui a parfaitement mesuré, justement, combien le temps presse : « Tout l'enjeu politique, une fois qu'on aura débarrassé les sujets sociaux d'ici à la mi-juillet, c'est d'avoir la capacité, d'ici à la mi-septembre, de dégager une vision claire de ces résultats et leur révélation. » C'est peu dire que ce calendrier sera difficile à tenir.

Car, dans l'immédiat, cela va franchement moins bien pour le chef de l'Etat. La dégradation de son image, qui n'était pourtant guère fameuse, est l'un des principaux enseignements de la quatrième vague de l'enquête électorale entreprise par le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), en collaboration avec *Le Monde* et réalisée par Ipsos-Sopra Steria.

Inédite par son ampleur, celle-ci repose sur l'interrogation régulière d'un très large échantillon, qui sera poursuivie jusqu'en juin 2017 (*Le Monde* du 4 décembre 2015, du

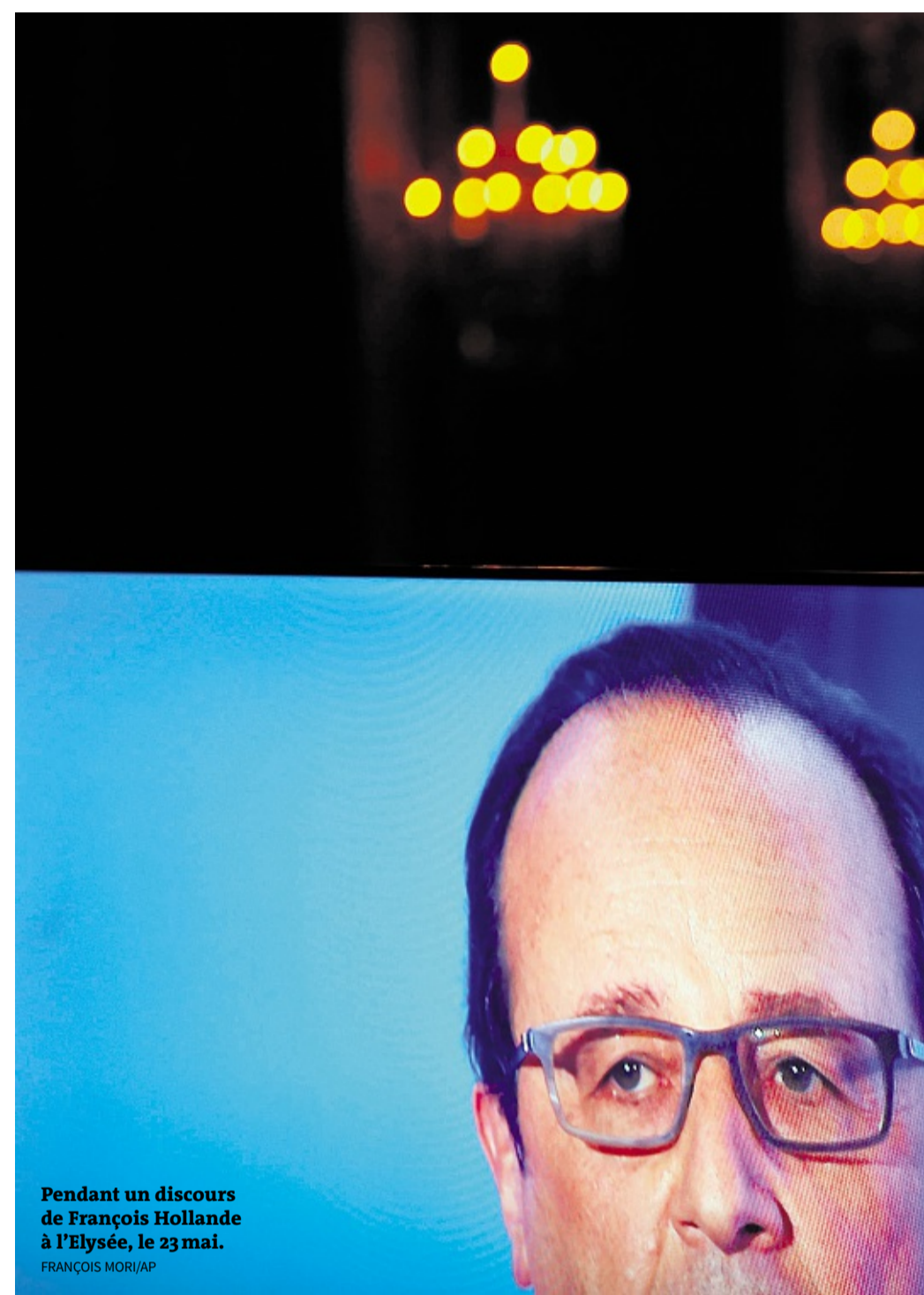
10 février et du 31 mars). La quatrième vague a été réalisée du 13 au 22 mai, auprès de 19 455 personnes. Parmi elles, 12 710 se disent certaines d'aller voter à l'élection présidentielle, et 1 134 certaines de participer à la primaire de la droite.

Le discrédit qui frappe M. Hollande continue de s'amplifier. Seules 1 % des personnes interrogées se disent « très satisfaites » de son action. Les « plutôt satisfaites » sont 4 %. Un « socle » – si l'on peut dire – si faible depuis plusieurs mois (10 % en novembre 2015, 7 % en janvier, 5 % en mars) qu'au moins la pente y est douce. Les rangs des « pas du tout satisfaites » continuent, en revanche, de grossir sensiblement : ils sont désormais 53 % (contre 43 % lors de la troisième vague, réalisée du 11 au 20 mars), ce qui tire encore vers le bas le taux de satisfaction moyen vis-à-vis du chef de l'Etat. Sur une échelle de 0 à 10, la « note » de M. Hollande est descendue à 2,1 (contre 3,4 en novembre 2015 ; 2,8 en janvier ; 2,5 en mars).

« JE REVENDIQUE, ET JE VAIS CONTINUER »

La très forte impopularité du président se répercute également sur les intentions de vote en sa faveur. Là encore, M. Hollande « parvient » encore à descendre alors qu'on pouvait croire qu'il avait atteint un plancher. De janvier à mars, il avait régressé de 4 points dans les intentions de vote des personnes certaines d'aller voter à la présidentielle. Dans l'hypothèse où Nicolas Sarkozy serait le candidat de la droite, il ne recueillait plus que 16 % des suffrages. Cette fois, il perd encore deux points, à 14 %, et se trouve talonné par le président du MoDem, François Bayrou (stable à 13 %), ainsi que par le député européen Jean-Luc Mélenchon (12 %, +1).

Dans l'hypothèse d'une candidature d'Alain Juppé, M. Hollande obtiendrait le même score (14 %, -1 point par rapport à mars). A ce stade, le président de la République est très loin de pouvoir disputer la qualification pour le second tour : il accuse 14 points de retard sur la présidente du Front national, Marine Le Pen, qui est créditée de 28 % des intentions de vote quel que soit le candidat du parti Les Républicains (LR). A court terme, ces mauvais chiffres ne de-



vraient guère modifier le discours élyséen. Le président et son équipe ne regrettent rien. Et surtout pas d'avoir lancé, à l'occasion de l'émission télévisée du 14 avril, sur France 2, l'offensive du « ça va mieux ». Un credo qui a fait jaser, mais qui avait été justement conçu pour susciter le débat.

En privé, M. Hollande s'en est récemment félicité devant ses visiteurs : « Le succès d'un thème est précisément qu'il soit devenu un thème. Or, pour devenir un thème, il ne peut pas être consensuel et susciter l'adhésion générale. Je savais bien, en le disant, que pour une partie des Français qui considèrent que cela ne va pas mieux, ou que rien n'a changé, cela allait créer une contestation. Mais je revendique, et je vais continuer, parfois dans le scepticisme et même dans l'irritation, car c'est étayé par des indicateurs, des chiffres, une réalité, et ça peut l'être encore davantage demain. »

Il a toujours existé un décalage dans le temps entre la publication de bons résultats socio-économiques et leur perception par l'opinion. De ce point de vue, il est naturel que M. Hollande n'en soit pas encore crédité. Mais la pente qu'il doit remonter est particu-

Pour les Français, ce qui attend le pays, c'est l'« explosion sociale » (29 %), le « déclin » (17 %), loin devant la « prospérité » (5 %) ou l'« unité » (3 %)

lièrement forte. A cet égard, deux autres indicateurs ont de quoi inquiéter fortement le chef de l'Etat. Le premier est la part d'électeurs ayant voté pour lui en 2012 qui se disent prêts à revoter pour lui en 2017 : sur 100 personnes lui ayant accordé leur suffrage au premier tour il y a quatre ans, elles ne sont qu'une petite quarantaine à envisager de revoter pour lui l'an prochain.

Le second indicateur est le poids de la gauche en général dans les intentions de vote : si

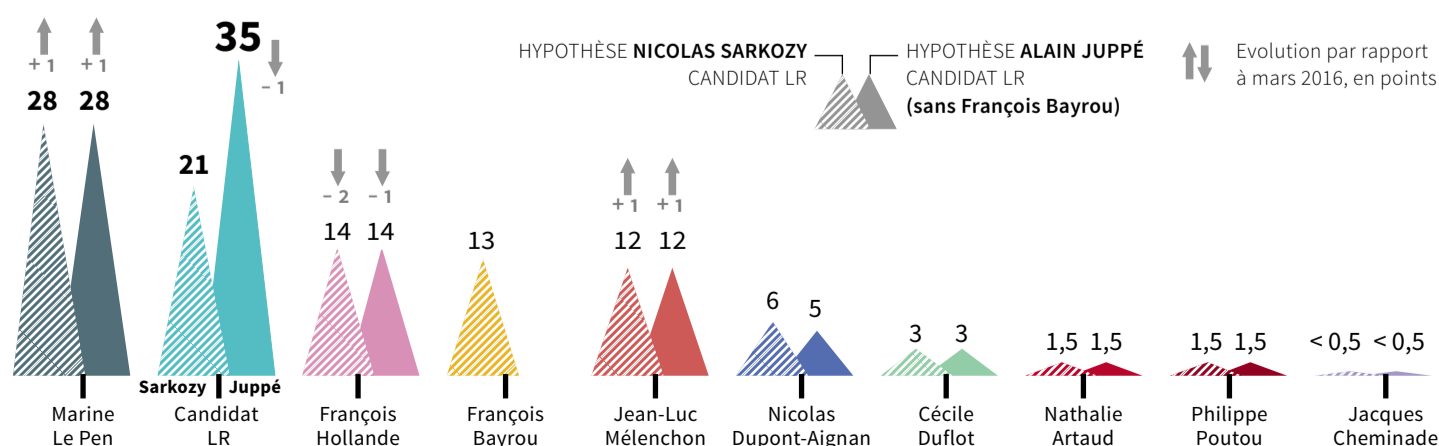
france culture
C'EST POUR VOUS
LES MATINS
GUILLAUME ERNER ET LA RÉDACTION
DU LUNDI AU VENDREDI / 6H30-9H
Retrouvez la chronique de Jean Birnbaum
chaque jeudi à 8h55
Le Monde
franceculture.fr / @Franceculture

Intentions de vote au premier tour de la présidentielle

Question :

Si le premier tour de l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain, quel est le candidat pour lequel il y aurait le plus de chances que vous votiez, si vous aviez le choix entre les candidats suivants ?

RÉPONSES EN % DES PERSONNES CERTAINES D'ALLER VOTER ET QUI SE SONT EXPRIMÉES



SOURCE : IPSOS - SOPRA STERIA, CEVIPOF ET LE MONDE - INFOGRAPHIE LE MONDE
Echantillon : 19 455 personnes inscrites sur les listes électorales, constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus ; dont 12 710 personnes certaines à la présidentielle de 2017. Sondage effectué du 13 au 22 mai 2016.



Marine Le Pen conforte son assise électorale

La présidente du Front national, créditée de 28% des votes, figurerait au second tour de l'élection présidentielle dans tous les cas

Aucun signe d'effritement ni de fragilité: Marine Le Pen consolide au contraire une assise électorale qui rend hautement probable, à ce stade, sa qualification pour le second tour de l'élection présidentielle. La présidente du Front national progresse d'un point dans la quatrième vague de notre enquête électorale, réalisée auprès de 19 455 personnes par Ipsos-Sopra Steria en partenariat avec le Cevipof. Selon ce sondage, effectué du 13 au 22 mai, M^{me} Le Pen est créditée de 28% des intentions de vote des personnes certaines d'aller voter à la présidentielle.

Ce score – ainsi que sa progression d'un point depuis mars – est le même dans les deux cas de figure testés. Dans l'hypothèse d'une candidature de Nicolas Sarkozy, la présidente du Front national serait aujourd'hui en tête au premier tour, devançant de sept points le candidat Les Républicains (21%).

Électorat peu volatil

Si Alain Juppé sortait vainqueur de la primaire de la droite, il obtiendrait 35%, soit sept points de mieux que Marine Le Pen. Sur cette « photo », reflète d'un paysage saisi à un an du scrutin, nul ne parvient encore à perturber le scénario d'un duel FN-LR au second tour. Le candidat qui arrive en troisième position, François

Parmi les candidats testés, Le Pen est celle dont l'électorat est le plus déterminé, devant Juppé

Hollande, est relégué loin derrière, avec seulement 14% d'intentions de vote.

On est encore loin de l'échéance, l'offre électorale n'est pas connue, et bien des paramètres peuvent modifier la donne. Mais l'extrême droite se distingue par la solidité de son socle. M^{me} Le Pen enregistre le moins de déperdition de voix par rapport aux autres candidats qui étaient en lice en 2012. Près de 90% (86% ou 87%, selon les hypothèses concernant le candidat Les Républicains) de ceux qui ont voté pour elle il y a quatre ans se disent prêts à faire de même en 2017. L'électorat des autres candidats qui étaient en lice en 2012 (François Bayrou, François Hollande, Jean-Luc Mélenchon et Nicolas Sarkozy) apparaît, à des degrés divers, nettement plus volatil.

Le potentiel électoral de M^{me} Le Pen n'est pas majoritaire, mais il est ferme. 17% des personnes cer-

taines d'aller voter en 2017 disent qu'il y a « de très fortes chances » qu'elles votent pour la candidate d'extrême droite. M^{me} Le Pen obtient, dans cette catégorie, le meilleur score des dix candidats testés, devant Alain Juppé (13%).

On sait de longue date que le Front national n'a pas forcément besoin de faire campagne pour marquer ses esprits. Il suffit que d'autres partis reprennent à leur compte ses thèmes de prédilection (l'identité, la nationalité, l'immigration), les installant ainsi au cœur du débat public, ou que le contexte de crise économique et sociale engendre peurs et repli, dont il profite. Le premier semestre l'a confirmé.

Après avoir saturé l'espace médiatique lors des régionales de décembre 2015, pour lesquelles elle était candidate, Marine Le Pen a délibérément choisi d'être beaucoup plus discrète depuis le début de l'année. Une poignée d'apparitions – au « 20 heures » de TF1 et à la radio –, un déplacement (raté) au Canada... La présidente du FN a fait le service minimum. Elle entendait ainsi faire oublier son image trop clivante, en espérant incarner une figure « apaisée », à même de rassembler les Français. Rien ne dit que ces derniers lui ont porté crédit de cette relative discrétion. Une chose est sûre: elle n'en a pas pâti. ■

J.-B. DE M.

l'on ajoute au score de M. Hollande ceux de Nathalie Arthaud, Philippe Poutou, Jean-Luc Mélenchon et Cécile Duflot, l'on arrive seulement à 32%, soit 3 points de moins que ce qu'obtiendrait M. Juppé à lui seul. Dans l'hypothèse, aujourd'hui hautement improbable, d'une qualification du chef de l'État au second tour de la présidentielle, voilà pour lui de bien minces « réserves » de voix pour envisager au bout du compte une nouvelle victoire.

«DES MESURES CONCRÈTES»

Ajoutons enfin le climat général, dont on sait qu'il constitue pour les sortants une donnée essentielle dans la mesure où les électeurs leur en attribuent plus ou moins consciemment la responsabilité. Or ce climat est aujourd'hui des plus moroses, comme en témoignent d'autres données de cette enquête électorale. Invitées à choisir parmi une liste de mots ou d'expressions ce qui « correspond le mieux à ce qui attend la France dans les prochaines années », les personnes interrogées ont ainsi dressé un très sombre podium. « Explosion sociale » arrive nettement en tête (29%), suivie par « déclin »

(17%), « immobilisme » (14%) et « décadence » (11%). « Prospérité » (5%), « unité » (3%) et « rayonnement international » (2%) sont relégués tout à la fin de ce classement. Si tel est l'état d'esprit des Français, disons qu'il n'est pas des plus propices à un retournement d'opinion en faveur de l'exécutif.

D'autant que les mêmes Français refusent désormais de se laisser bercer par de beaux discours. Interrogés sur leurs attentes à l'égard de celles et ceux qui se porteront candidats à la présidentielle de 2017, une nette majorité (58%) répond « des mesures concrètes », la réponse donnée en second étant « du changement » (35%).

Dans ce contexte, il est donc clair qu'il ne suffira pas à M. Hollande de marteler que « ça va mieux ». Il lui faudra également prouver qu'il s'agit là d'une réalité tangible et perceptible par chacun dans sa vie quotidienne. Et convaincre, rapidement, qu'il peut être lui-même porteur et gage d'améliorations à venir. Faute de quoi il n'est pas exclu que ça aille mieux. Mais pour un autre que lui. ■

JEAN-BAPTISTE DE MONTVALON,
DAVID REVAULT D'ALLONNES
ET THOMAS WIEDER

A droite, Alain Juppé reste grand favori devant Nicolas Sarkozy

Avec 41% d'intentions de vote à la primaire de la droite, le maire de Bordeaux continue de distancer l'ex-chef de l'État, qui stagne à 27%

Pour Nicolas Sarkozy, l'heure de la grande remontée n'a pas encore sonné. Alors que l'écart entre l'ancien chef de l'État et Alain Juppé semblait se resserrer dans un récent sondage mesurant les intentions de vote pour la primaire à droite, la quatrième vague de l'enquête électorale menée par le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), en partenariat avec Le Monde et réalisée par Ipsos-Sopra Steria, montre que le rapport de forces reste quasiment inchangé entre les deux favoris du scrutin des 20 et 27 novembre.

D'après ce sondage, réalisé auprès d'un échantillon de 19 455 personnes (dont 1134 certaines d'aller voter à la primaire), interrogées par Internet du 13 au 22 mai, le président du parti Les Républicains (LR) reste distancé de quatorze points par le maire de Bordeaux dans les intentions de vote pour le premier tour de la primaire (27% contre 41%).

Par rapport à mars, leurs scores n'ont quasiment pas bougé: le premier gagne un point quand le second en perd un chez les per-

sonnes sûres de voter. Résultat: en deux mois, l'écart entre eux se resserre de seulement deux points. Rien de très spectaculaire, mais cette légère remontée de l'ex-président de la République – déjà mesurée par des enquêtes BVA et IFOP publiées récemment – montre que ce dernier est au moins parvenu à enrayer sa baisse continue dans l'opinion depuis le début de l'année. De janvier à mars, les intentions de vote en sa faveur avaient chuté de 32% à 26%.

Peu de réserves de voix

En revanche, M. Sarkozy continue de décrocher auprès des sympathisants LR. Seuls 36% d'entre eux se disent prêts à voter en sa faveur au premier tour de la primaire, alors qu'ils étaient 42% en janvier et 39% en mars. En cinq mois, le président du parti de droite enregistre donc une baisse de six points dans cette catégorie d'électeurs, qui constitue le cœur de cible de la primaire. Sur ce segment, M. Juppé reste stable à 35% et ne compte plus qu'un point de retard sur son rival.

Autre mauvaise nouvelle pour l'ex-chef de l'État: s'il parvenait à se qualifier pour le second tour de la primaire, il disposerait de peu de réserves de voix, car une minorité d'électeurs de ses rivaux se disent prêts à se reporter sur lui en second choix. Ce n'est le cas que pour 18% des électeurs de M. Juppé, 28% de ceux de Bruno Le Maire et 11% de François Fillon. Le taux de report en faveur du maire de Bordeaux

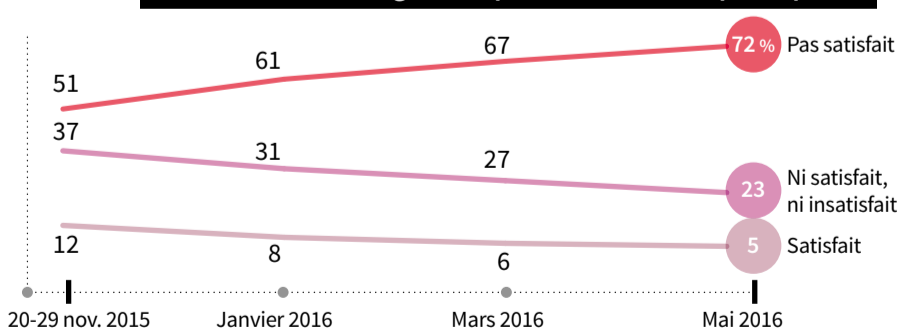
s'avère largement supérieur: 48% des électeurs de M. Sarkozy, 40% de ceux de M. Le Maire et 38% de ceux de M. Fillon le désignent comme leur second choix.

Si le suspense reste entier sur l'issue de la primaire, les Français, eux, jugent l'affaire déjà pliée. A six mois du scrutin, ils sont 64% à considérer que M. Juppé l'emportera contre 18% pour M. Sarkozy. Perçu comme le grand favori de la primaire, l'ancien premier ministre apparaît également comme le candidat de droite disposant des plus grandes chances de victoire en 2017. Il arriverait en tête au premier tour de la présidentielle, avec 35% – en l'absence de son allié centriste, François Bayrou – en devançant largement Marine Le Pen (28%) et François Hollande (14%). S'il représentait son camp, M. Sarkozy, lui, n'arriverait qu'en troisième position avec 21% des voix, derrière la présidente du FN (28%) et le président sortant (14%).

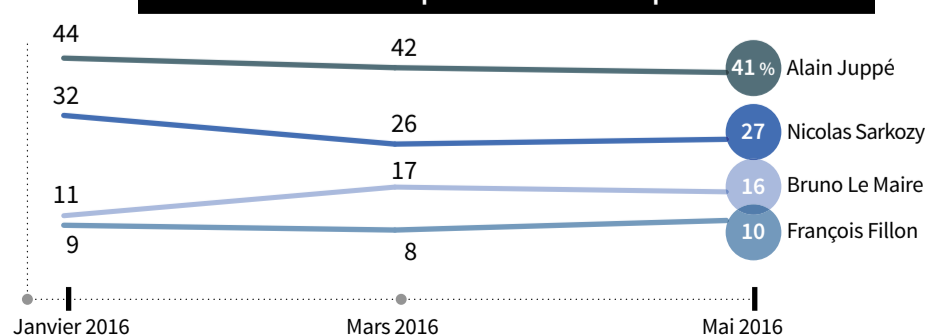
Dernier enseignement majeur de cette enquête: pour l'instant, la primaire à droite se résume essentiellement à un duel entre M. Juppé et M. Sarkozy. Loin derrière, Bruno Le Maire se place en troisième position avec 16% d'intentions de vote. En baisse d'un point par rapport à mars, le député de l'Eure distance François Fillon, en hausse de deux points, mais qui plafonne à 10%. Décrochée, Nathalie Kosciusko-Morizet ne recueille que 2%, alors que les autres « petits » candidats se contentent des miettes. ■

ALEXANDRE LEMARIÉ

Satisfaction à l'égard du président de la République



Intentions de vote au premier tour de la primaire à droite



Nicolas Sarkozy continue de décrocher auprès des sympathisants du parti Les Républicains